



[L'avenir en demi-teinte](http://energie-climat.greenpeace.fr/lavenir-en-demi-teinte)

http://energie-climat.greenpeace.fr/lavenir-en-demi-teinte?utm_source=campaign&utm_medium=email&utm_campaign=gazette_cop_email_13/12_goodbye



There is no Planet B © Andreas Widell / Greenpeace

Fumée blanche au Bourget. Enfin. Après plusieurs décalages successifs et des discussions ardentes jusqu'à la fin, la COP21 accouche d'un accord. La fin d'un rendez-vous important, à l'issue duquel tout, néanmoins, reste à faire.

Prolongations

L'accord devait être adopté vendredi. Il l'a finalement été hier, dans une atmosphère un peu désertique. Les stands découvertes avaient fermé leurs portes. Ne restait plus que le décorum, sorte de coquille vide. De même, la plupart des bars et autres points de vente de nourriture et de cafés avaient tiré le rideau, provoquant de longues queues devant ceux restés ouverts. Fatigue, lassitude et exaspération sur le visage de tout le personnel chargé d'exécuter ces tâches logistiques harassantes – vendre de la nourriture, assurer le nettoyage des sanitaires en permanence, aiguiller les gens des transports en commun jusqu'au centre de négociations avec un sourire inébranlable, le tout sous une pression ininterrompue. Chapeau à eux.

Les tables de travail s'étaient vidées elles aussi. Ne restait que les journalistes et les délégations des ONG survivantes, piaffant d'impatience pour recevoir les dernières moutures du texte, leurs membres s'agglutinant frénétiquement pour opérer les décodages des dernières versions. Avec des éclats de voix, tantôt d'agacement, d'autres fois de jubilation. Pour toutes les équipes mobilisées de longs mois,

quel que soit le contenu final du texte, l'adoption d'un accord est une victoire en soi, un soulagement au moins. Difficile de toujours rester objectif dans ces conditions.

Dans l'après-midi, la plénière censée adopter la dernière version du texte était d'abord repoussée de 15h30 à 17h30, avant de commencer réellement aux alentours de 19h30. Cause du retard donnée par le secrétariat de l'ONU ? Erreur typographique sur un mot important situé dans un article décisif du texte. Il faut dire que le jeu diplomatique de ces négociations consiste à évaluer sémantiquement chaque terme pour savoir quelle puissance d'injonction il octroie à l'accord et aux articles qui le composent. A 19h30, Laurent Fabius, président de la COP21, abattait son marteau à la tribune : l'accord de Paris était adopté. De proche en proche, des foyers d'applaudissements nourris. Et des sentiments contrastés au sein de la délégation internationale de Greenpeace.

L'absolu et le relatif

Selon qu'on pense relativement ou dans l'absolu, deux lectures différentes de l'accord peuvent être prononcées.

Si l'on pense relativement, on constate des « avancées ». D'abord, contrairement à Copenhague, un accord universel et contraignant, qui reconnaît la nécessité d'agir contre le réchauffement climatique, a été adopté. Bonne surprise, le texte mentionne même un seuil à 1,5°C qu'il faudrait tenter de pas dépasser comme objectif. La question climatique s'installe durablement dans le paysage diplomatique : une sorte de dynamique politique, au moins chez les élites, se forme.

Dans cette optique, le texte prévoit que toutes les parties, dès 2020, devront se retrouver tous les cinq ans avec obligation de renforcer leurs ambitions en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre – les fameuses contributions nationales (ou INDC, dans le jargon). Autant d'occasions pour la société civile de faire entendre sa voix et pour les États de s'aligner avec les évolutions sociales et technologiques en cours. Et surtout, de se coordonner entre eux. En fait, la constitution de cet agenda va permettre d'exercer une pression diplomatique – et publique – sur ceux qui ne font pas les efforts requis.

Mais si l'on pense dans l'absolu, alors l'accord n'est pas à la hauteur. D'abord parce que d'ici à 2020, nous restons avec les mêmes INDC, qui nous placent sur une trajectoire d'environ 3°C supplémentaires d'ici la fin du siècle nous faisant perdre un temps précieux et peut-être irrattrapable. Pire, à cause de la pression exercée par les États-Unis, ces INDC ne sont toujours pas formulés dans un langage juridiquement contraignant : libre à chaque État de proposer ce qu'il veut et de le réaliser s'il le veut.

En outre, l'interprétation de l'article 4, sans doute l'un des articles primordiaux du texte, laisse perplexe. Celui-ci fixe en effet l'objectif de long terme que se donnent collectivement les pays. On y trouve la « vision de long terme » sur laquelle devaient s'accorder les parties, condensée en une formule-clé : « [Les États] doivent réduire rapidement les émissions de manière à parvenir à un équilibre entre les émissions d'origine humaine et leur stockage dans la seconde moitié du siècle ». D'une part il n'est pas mentionné où se trouve le point d'équilibre exactement, d'autre part, il n'est pas fait état de date précise.

Enfin, cette formulation verse implicitement dans une tendance vers « zéro émission nette » en matière de gaz à effet de serre, ce qui laisse la porte ouverte aux meilleures solutions – les énergies renouvelables – comme aux pires : le stockage de carbone, la géo-ingénierie, les mécanismes de compensation divers. Par conséquent, elle ne suppose pas forcément de changer de système énergétique ou de modèle de société. Tout dépend le sens qu'on veut bien lui donner – ce qui permet aux pollueurs et à ceux qui défendent leurs intérêts, de leur donner le sens qu'ils voudront bien lui donner. Pratique.

Par ailleurs, nulle sortie des énergies fossiles n'est mentionnée explicitement, pas plus qu'une transition massive vers les énergies renouvelables. Si des financements pour l'adaptation des pays vulnérables au changement climatique sont assurés jusqu'en 2025, l'objectif d'obtenir 100 milliards par an ayant été prolongé, les choses demeurent très vagues sur le mécanisme qui permettra de les mobiliser réellement. Et la somme n'est pas à la hauteur. Selon l'ONG Oxfam, les pays en développement vont en effet avoir besoin d'environ 800 milliards par an d'ici à 2050 pour s'adapter au dérèglement climatique. C'est un peu comme si la réalité du changement climatique, son impact sur des millions d'existences précaires, n'étaient finalement pas pris en compte.

Enfin, la question des droits humains est à peine esquissée en préambule, la question des femmes oubliée, et des secteurs polluants de première importance, comme l'aviation civile ou le transport maritime, ne sont pas inquiétés puisqu'il n'est rien dit de la mobilité.

Pour le dire simplement : contrairement à celui de Copenhague, l'accord de Paris offre un cadre et des perspectives. Mais il est évident qu'aucun des négociateurs du Bourget n'est rentré chez lui hier soir en se disant que l'accord sur lequel il a travaillé pendant tout ce temps ne va suffire à limiter l'augmentation de la température à 1,5°C ou même 2°C. En réalité, les résultats de cette COP21 n'empêcheront pas la multiplication de phénomènes climatiques dangereux pour tous, et fatals pour certains.

Peut-être, au regard de ces signaux parfois contradictoires et de ces perspectives différentes, est-ce la formule du Guardian qui convient le mieux : « *En comparaison de que cela aurait pu être, cet accord est un miracle. En comparaison de ce qu'il aurait dû être, c'est un désastre* ».

Baroud d'honneur

C'est un classique des rallyes onusiens : à chaque plénière de clôture, le président de séance fait mine de ne pas voir ceux qui demandent la parole pour émettre des objections et, d'un coup de marteau, déclare de manière cavalière l'accord adopté. Cette fois-ci, cela n'a une fois de plus pas manqué : Laurent Fabius a brillamment ignoré les mains des délégations du Nicaragua et de Turquie qui tentaient de faire valoir leurs objections dans le temps qui leur était imparti pour cela.

Le Nicaragua a ensuite été autorisé à prendre la parole pour montrer toute sa déception, rappelant que cet accord, puisqu'il nous laissait *de facto* sur une trajectoire de 3°C d'augmentation de la température globale, était fondamentalement incohérent et sourd à l'ensemble des prescriptions scientifiques. Laurent Fabius a pris bonne note de ces récriminations d'un simple revers de main.

Porter l'avenir

De notre côté, nous n'avons jamais cru que l'Accord de Paris serait décisif. Il s'agit plutôt d'un jeu diplomatique qui peut débloquent certaines portes. C'est aussi l'occasion de porter nos messages, d'organiser le mouvement de la société civile et de porter sa parole.

Hier après-midi, pendant qu'au Bourget les officiels discutaient des détails, des milliers de citoyens défilaient dans Paris, se géolocalisant afin de former un message pour la justice climatique, ou formant les lignes rouges à ne pas dépasser pour construire un monde vivable pour tous. Ces lignes n'ont pas encore pénétré les textes officiels. Mais elles existent dans la conscience d'un nombre croissant de gens ordinaires, dont la rencontre tisse le grand mouvement climatique de demain.

Sur le terrain, déjà les choses changent. La transition énergétique fait son chemin. Tout un chacun commence à changer ses habitudes. De grands acteurs économiques effectuent des progrès inattendus. Les campagnes contre la déforestation, pour les désinvestissements des énergies fossiles, pour la protection des océans prennent de l'ampleur.

La conclusion de ces deux semaines onusiennes est claire : les décideurs ne provoqueront pas le changement, ils suivront les changements provoqués par la société. A nous tous, donc, de prendre ce destin en main. C'est une lourde tâche, certes. Mais aussi une voie magnifique pour s'émanciper.

Goodbye Gazette

C'était d'ailleurs l'objectif de cette gazette : vous apporter un droit de regard, vous emporter avec nous, au contact, vous donner les clés pour construire votre propre opinion, sans quoi nulle faculté d'agir. La Gazette s'en va. C'est son dernier numéro. Vous avez été très nombreux à la lire, plusieurs dizaines de milliers chaque matin. Plusieurs à la partager, à la commenter. Elle nous a demandé beaucoup de travail à tous, des horaires intenable, un suivi fin, parfois éreintant, des négociations, une disponibilité de tous les instants et l'implication sans faille de l'ensemble de nos équipes.

Mais elle nous a donné aussi beaucoup de plaisir. Et nous tenions très simplement à vous remercier chaleureusement pour l'intérêt et le soutien que vous lui avez apportés ces jours durant. Si cette parenthèse se ferme, la bataille continue. Alors : goodbye Gazette, et bonjour 2016.

PS : Durant la COP21, dans tout Paris et dans 11 grandes villes, les militants et salariés de Greenpeace se sont mobilisés massivement pour coller des stickers et ainsi promouvoir les énergies renouvelables partout dans la ville : sur les murs, les enseignes, les transports mais aussi dans des lieux insolites, utiles et inspirants ! Avec ténacité et dans le respect des lieux et des personnes, c'est plus de 12 000 stickers qui ont été diffusés pour porter nos messages « 100% énergies renouvelables » et « les énergies renouvelables c'est une réalité ! ». Bravo à tous les participants qui, seuls au gré de leurs pérégrinations ou en équipes le jour et la nuit, ont porté le message d'un avenir renouvelable !



EDF Bombing



Quelques années après la COP21